



Communiqué de presse du 28 juin 2006

## **OMC – des associations paysannes du monde entier se défendent**

**Le 29 juin commencera à Genève une nouvelle conférence ministérielle de l'OMC, qui est censée faire avancer décisivement le cycle de Doha. Le dossier agricole contient une proposition qui représente une menace existentielle pour la production agricole dans nombre de pays. Les associations nationales d'agriculteurs résistent et rappellent aux responsables de l'OMC quel est leur devoir: assurer des règles commerciales équitables !**

Du 29 juin au 2 juillet, une nouvelle conférence ministérielle de l'OMC aura lieu à Genève. On entend relancer les négociations restées bloquées dans les différents dossiers, et faire avancer les choses de façon décisive. Au vu des développements les plus récents, il faut craindre dans le dossier de l'agriculture des concessions supplémentaires aux grands exportateurs agricoles, au détriment des familles paysannes ! Les gouvernements des Etats-Unis et de l'Union européenne veulent faire le maximum afin de conclure le cycle de Doha cette année encore. Le nouveau président des négociations sur l'agriculture de l'OMC, Crawford Falconer, a annoncé que l'on vise à aboutir à un résultat sur la base de la proposition des vingt principaux pays industrialisés et émergents (G20). Celle-ci prévoit une réduction des droits de douane allant jusqu'à 75 %, et tient ainsi compte avant tout des intérêts des pays orientés vers l'exportation et des producteurs agricoles industriels.

Les associations d'agriculteurs de 53 pays présentant des structures familiales ou important déjà une grande partie des produits agricoles se sont donc regroupées afin d'exprimer leurs préoccupations et leurs besoins. Dans le cadre de la conférence de presse qui a eu lieu dans une ferme à Genthod dans le canton de Genève, elles ont exposé les développements actuels et leurs conséquences pour l'agriculture et l'approvisionnement en produits alimentaires dans les différents pays. Les associations d'agriculteurs européennes, y compris celles de pays non membres de l'Union européenne – Suisse, Norvège, Islande –, mais aussi de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Corée et de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine s'inquiètent de l'avenir de leurs paysans au vu des développements les plus récents de l'OMC. La déclaration conjointe adoptée à Hong Kong en décembre 2005 résume leurs revendications. Même les associations d'agriculteurs des Etats-Unis et du Canada ne sont pas d'accord avec la démarche de leurs gouvernements, et ont signé la déclaration.

« Nous sommes prêts à ouvrir davantage nos frontières et à donner aux pays pauvres en développement l'accès à nos marchés. Mais nous voulons un résultat équitable qui permette également un avenir à notre agriculture, et préserve la souveraineté alimentaire de chaque pays et ses exigences envers les produits alimentaires », a déclaré Rudolf Schwarzböck, Président du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne COPA, à l'occasion de la conférence de presse – une revendication soutenue par toutes les personnes présentes. Pour mémoire, une délégation se charge de remettre la déclaration de Hong Kong à Anabel Gonzalez, directrice de la Division agriculture de l'OMC. On entend ainsi rappeler aux responsables l'objectif initial de l'OMC – à savoir un commerce mondial libéralisé, mais équitable.

*Pour toutes questions :*

*Jacques Bourgeois, Directeur de l'Union Suisse des Paysans, mobile 0041 79 219 32 33*

*Franz-Josef Feiter, Secrétaire général du COPA-COGECA, tél. 0032 473520673*

*Sandra Helfenstein, chargée de presse de l'USP, mobile 0041 79 826 89 75*

*Ute Papenfuss, Head of Unit Public Relations, COPA-COGECA, tél. 0032 474840836*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*